

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 4 AVRIL 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/213 HABITAT PRIVE - OPAH RU LA SEYNE-SUR-MER - AIDES OCTROYEES AUX PROPRIETAIRES POUR L'AMELIORATION DE LOGEMENTS PRIVES POUR UN MONTANT TOTAL MAXIMUM DE 67 972 EUROS DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A L'HABITAT ET DE L'AVANCE DE L'AIDE REGIONALE POUR LE COMPTE DU CONSEIL REGIONAL PACA POUR UN MONTANT TOTAL MAXIMUM DE 13 925 EUROS		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M. Jean-Pierre COLIN.



DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/213

BUREAU DU 4 AVRIL 2022

**O B J E T : HABITAT PRIVE - OPAH RU LA SEYNE-SUR-MER -
AIDES OCTROYEES AUX PROPRIETAIRES POUR
L'AMELIORATION DE LOGEMENTS PRIVES POUR UN
MONTANT TOTAL MAXIMUM DE 67 972 EUROS DANS
LE CADRE DU FONDS D'AIDE A L'HABITAT ET DE
L'AVANCE DE L'AIDE REGIONALE POUR LE COMPTE
DU CONSEIL REGIONAL PACA POUR UN MONTANT
TOTAL MAXIMUM DE 13 925 EUROS**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au bureau,

VU la délibération n°03/02/05/05 du 07 février 2003 définissant l'intérêt communautaire en matière d'Equilibre Social de l'Habitat, modifiée par les délibérations n°05/06/40/87 du 23 juin 2005 et n°07/12/28/224 du 13 décembre 2007 actualisant la compétence Equilibre Social de l'Habitat,

VU la délibération n°03/06/16/89 du 27 juin 2003 portant création du Fonds d'Aide à l'Habitat et définissant les modalités d'octroi des participations financières en matière d'habitat, modifiée à plusieurs reprises,

VU les délibérations n°17/12/267 du 19 décembre 2017, n°18/05/179 du 22 mai 2018, n°18/11/346 du 23 novembre 2018 et n°19/11/389 du 13 novembre 2019 modifiant le règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat,

VU la délibération n°18/11/347 du 23 novembre 2018 portant création de la nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain Centre-Ville de La Seyne-sur-Mer 2019-2024 sur la commune de La Seyne-sur-Mer,

VU la délibération n° 21/12/410 du 16 décembre 2021 mettant à jour les autorisations de programme de la politique métropolitaine de l'habitat,

VU la convention OPAH-RU – Convention d'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain Centre-Ville de La Seyne-sur-Mer 2019 -2024 sur la commune de La Seyne-sur-Mer avec les différents partenaires, signée le 13 décembre 2019,

VU la convention de financement entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Toulon Provence Méditerranée du 27 mai 2019, dans le cadre de convention OPAH-RU – Convention d'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain Centre-Ville de La Seyne-sur-Mer 2019 -2024 sur la commune de La Seyne-sur-Mer fixant les conditions dans lesquelles la Métropole TPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région PACA et les conditions dans lesquelles celle-ci remboursera à la Métropole TPM les avances effectuées,

VU l'avis favorable émis par la Commission d'Octroi du 22 février 2022 pour l'ensemble des dossiers des propriétaires ci-après présentés,

VU les conventions ci-annexées,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence Equilibre Sociale de l'Habitat et Politique de la Ville, vise l'amélioration générale du parc privé par le déploiement et l'animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain "Centre-Ville de La Seyne-sur-Mer" 2019-2024 sur la commune de La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT que ces outils ont pour objectif d'accompagner administrativement, financièrement, techniquement les propriétaires occupants et bailleurs, ainsi que les copropriétés dans leurs démarches de travaux d'amélioration et d'adaptation de logements,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer, avec les propriétaires suivants, les conventions ci-annexées pour des opérations d'adaptation, de rénovation énergétique et de réhabilitation globale de leur logement, d'un montant maximum de 67 972 euros dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain mené sur la commune de La Seyne-sur-Mer 2019/2024, ainsi que toutes les pièces afférentes à ces dossiers en vue de l'attribution des aides suivantes.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à verser à ces mêmes propriétaires s'ils peuvent y prétendre, le montant de l'avance de l'aide régionale à hauteur maximale de 13 925 euros.

COMMUNE	STATUT	NOM	ADRESSE	CATEGORIE	TPM SUB	REGION AVANCE SUBV	TOTAL A PAYER TPM+REGIO N
LA SEYNE- SUR-MER	PO	Bahloul ridha	8 boulevard Jean Jaures	RENOVATION COMPLETE D'UN LOGEMENT	22 850 €	13 925 €	36 775 €
LA SEYNE- SUR-MER	syndicat de copropriétaire	Copropriété du 6 rue Cyrus Hugues	6 rue Cyrus Hugues	TRAVAUX DE STRUCTURE (PLANCHER)	18 518 €		18 518 €
LA SEYNE- SUR-MER	PB	Bautrait Marjorie	82 rue Victor Hugo	TRAVAUX DE TOITURE	7 219 €		7 219 €
LA SEYNE- SUR-MER	syndicat de copropriétaire	copropriété du 17 rue Louis Blanqui syndic Laure Peisson	17 rue Louis Blanqui	RAVALEMENT DE FACADES	8 804 €		8 804 €
LA SEYNE- SUR-MER	syndicat de copropriétaire	copropriété du 6 rue Parmentier	6 rue Parmentier	TRAVAUX DE TOITURE	10 581 €		10 581 €
					67 972 €	13 925 €	81 897 €

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2021 de TPM
– AP PLH PREVISIONNELLE - article 20422 sur l'opération 5129, fonction 552 et
article 45812 sur l'opération 5128, fonction 552.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 4 avril 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE
TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE ET LA COPROPRIÉTÉ DU 6 RUE
CYRUS HUGUES SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER EN VUE DE
TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA STRUCTURE**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole,
107 Boulevard Henri FABRE CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président,
Monsieur Hubert FALCO,
D'une part,

ET

La copropriété du 6 rue Cyrus Hugues – 83 500 LA SEYNE SUR MER
Représenté par Christine SAINT-MARTIN, agence Foncia Porte Marine, 303 cours Toussaint
Merle, 83500 LA SEYNE SUR MER.
Ci-après désigné par le terme « le syndic »
D'autre part,

PRÉALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères Les Palmiers et La Seyne Sur Mer, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet désigné à l'article 1^{er} entre dans le cadre de sa compétence, Toulon Provence Méditerranée décide de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

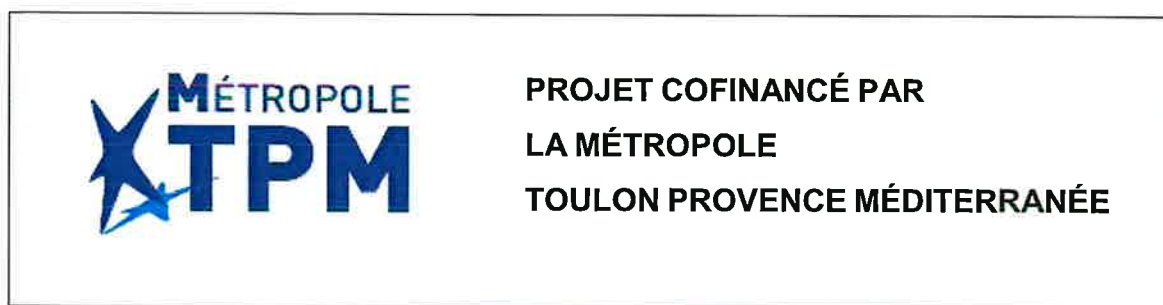
ARTICLE 1er : L'engagement des copropriétaires

Le syndic s'engage à réaliser un projet d'amélioration de son immeuble qui porte sur la rénovation de la structure de l'immeuble (plancher et poutres entre le RDC et le R+1).

Le syndic s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le syndic s'engage sur simple demande de Toulon Provence Méditerranée de l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le syndic s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **18 518 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 70 768,14 € TTC

Le montant global des subventions s'élève à 18 518 €

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 52 249,95 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon. Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de TPM :

- d'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole
- des factures acquittées ou portant la mention « acquittée »
- d'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la copropriété au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Les copropriétaires sont seuls responsables de la réalisation du projet financé. En leur qualité de maître d'ouvrage, ils seront compétents pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet des copropriétaires ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par la copropriété de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, il reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification aux copropriétaires.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le _____

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le syndic

Monsieur Hubert FALCO

Mme Christine SAINT-MARTIN,
Syndic de la copropriété du 6 rue Cyrus Hugues



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE
TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE ET LA COPROPRIÉTÉ DU 17 RUE
LOUIS BLANQUI SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER EN VUE D'UN
PROJET DE RAVALEMENT DE FAÇADES**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole,
107 Boulevard Henri FABRE CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président,
Monsieur Hubert FALCO,
D'une part,

ET

La copropriété du 17 rue Louis Blanqui – 83 500 LA SEYNE SUR MER
Représenté par Mme Laure PEISSON, agence Nestenn, 2 rue Pierre Loti, 83500 LA SEYNE SUR
MER.

Ci-après désigné par le terme « le syndic »

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères Les Palmiers et La Seyne Sur Mer, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet désigné à l'article 1^{er} entre dans le cadre de sa compétence, Toulon Provence Méditerranée décide de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

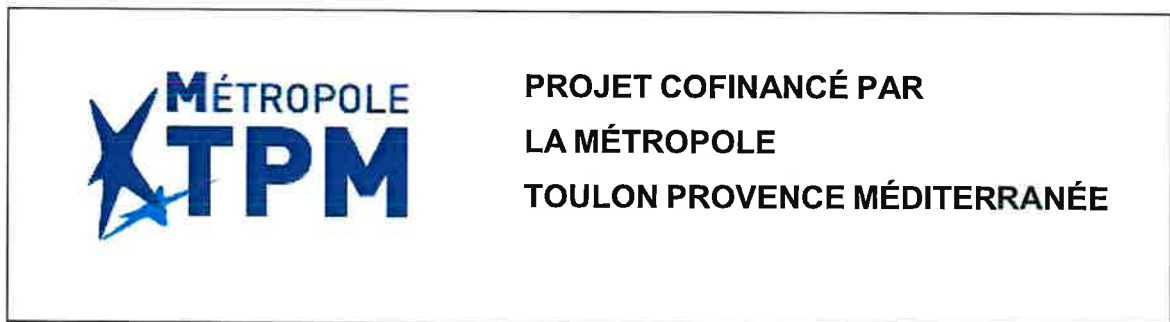
ARTICLE 1er : L'engagement des copropriétaires

Le syndic s'engage à réaliser un projet d'amélioration de son immeuble qui porte sur le ravalement de trois façades côtés rue, pignon et cour.

Le syndic s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le syndic s'engage sur simple demande de Toulon Provence Méditerranée de l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le syndic s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **8 804 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 32 282,25 € TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 8 804 €.

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 23 478,25 €.

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon. Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de TPM :

- d'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole
- des factures acquittées ou portant la mention « acquittée »
- d'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la copropriété au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Les copropriétaires sont seuls responsables de la réalisation du projet financé. En leur qualité de maître d'ouvrage, ils seront compétents pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet des copropriétaires ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par la copropriété de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, il reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification aux copropriétaires.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le _____

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le syndic

Monsieur Hubert FALCO

Mme Laure PEISSON, agence Nestenn,
Syndic de la copropriété du 17 rue Louis Blanqui

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE
TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE ET LA COPROPRIÉTÉ DU 6 RUE
PARMENTIER EN VUE DE LA RÉNOVATION DE LA TOITURE**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole,
107 Boulevard Henri FABRE CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président,
Monsieur Hubert FALCO,
D'une part,

ET

La copropriété du 6 rue Parmentier – 83 500 LA SEYNE SUR MER
Représenté par Mme Clara MAGGIO, agence Sabl'Immo, 44 avenue Noël Verlaque, 83500 LA
SEYNE SUR MER.
Ci-après désigné par le terme « le syndic »
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères Les Palmiers et La Seyne Sur Mer, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet désigné à l'article 1^{er} entre dans le cadre de sa compétence, Toulon Provence Méditerranée décide de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1er : L'engagement des copropriétaires

Le syndic s'engage à réaliser un projet d'amélioration de son immeuble qui porte sur la rénovation de la toiture et l'isolation des combles.

Le syndic s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de Toulon Provence Méditerranée de l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **10 581€**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 39 271,32 € TTC

Le montant global des subventions s'élève à 10 581 €

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 28 690,71 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon. Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de TPM :

- d'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole
- des factures acquittées ou portant la mention « acquittée »
- d'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la copropriété au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Les copropriétaires sont seuls responsables de la réalisation du projet financé. En leur qualité de maître d'ouvrage, ils seront compétents pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet des copropriétaires ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par la copropriété de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, il reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification aux copropriétaires.

Fait en deux exemplaires, à La Seyne-sur-Mer, le 13 janvier 2022.

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le syndic

Monsieur Hubert FALCO

Mme Clara MAGGIO,
Syndic de la copropriété du 6 rue Parmentier

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE
TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE ET MME MARJORIE BAUTRAIT EN
VUE DE LA RÉNOVATION DE TOITURE D'UNE MAISON AU 82 RUE VICTOR
HUGO SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole,
107 Boulevard Henri FABRE CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président,
Monsieur Hubert FALCO,
D'une part,

ET

Mme Marjorie BAUTRAIT demeurant
6 avenue Julien Belfort - 83500 LA SEYNE-SUR-MER
Ci-après désigné par le terme « la propriétaire »
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères Les Palmiers et La Seyne Sur Mer, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet désigné à l'article 1^{er} entre dans le cadre de sa compétence, Toulon Provence Méditerranée décide de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

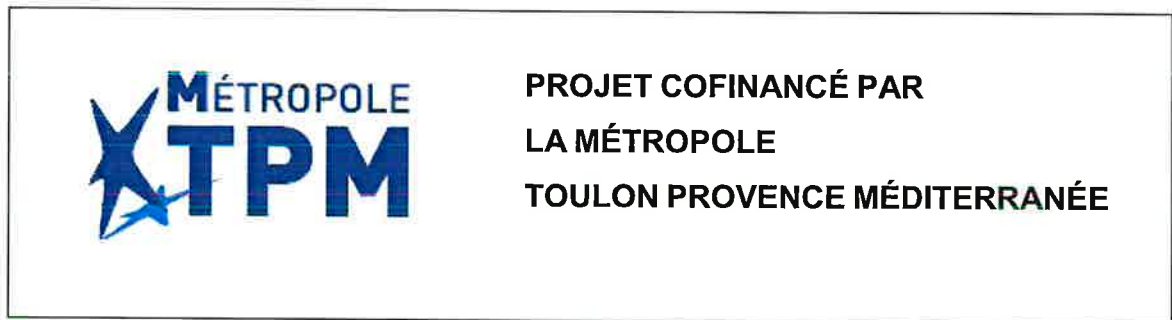
ARTICLE 1er : L'engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration de son logement qui porte sur la rénovation de la toiture et l'isolation des combles.

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de Toulon Provence Méditerranée de l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **7 219 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 25 386,99 € TTC

Le montant global des subventions s'élève à 7 219 €

Le reste à charge du propriétaire s'élève à 18 168 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon. Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.
La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de TPM :

- d'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole
- des factures acquittées ou portant la mention « acquittée »
- d'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, il reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification au propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à La Seyne-sur-Mer, le _____

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La propriétaire

Monsieur Hubert FALCO

Mme Marjorie BAUTRAIT

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE
TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE ET M. BAHLOUL RIDHA
EN VUE DE LA RÉHABILITATION D'UNE MAISON DE VILLE SITUÉE AU 8
BOULEVARD JEAN JAURÈS SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO,
D'une part,

ET

M. BAHLOUL Ridha demeurant,
8 boulevard Jean Jaurès – 83500 La Seyne-sur-Mer
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères Les Palmiers et La Seyne Sur Mer, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par une délibération n°19/11/389 du 19/11/2019 a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Hyères Les Palmiers, Toulon et La Seyne Sur Mer, ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention signée en date du 23 janvier 2019. En effet, cette convention fixe les conditions dans lesquelles la Métropole TPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole TPM les avances effectuées.

Considérant que le projet du propriétaire désigné à l'Article 1^{er} entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée décide de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : L'engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration de son logement qui porte sur un projet de rénovation complète (indice de dégradation ANAH : 0,56).

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu d'une délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **36 775 €**.

En application de la délibération citée ci- dessus, le montant maximum de l'aide accordée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'établit comme suit :

- Subvention: 22 850 €

En application de la convention ANAH et de la convention de financement passée entre la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole TPM des Opérations Programmées de l'Habitat, le montant de l'aide accordée par le Conseil Régional s'établit comme suit :

- Subvention : 13 925 €

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le maître d'ouvrage à 81 568,48 € TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 78 775 €.

Le reste à charge du propriétaire s'élève à 2 793,48 €.

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon. Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de TPM :

- d'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole
- des factures acquittées ou portant la mention « acquittée »
- d'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera seul compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Hubert FALCO

Le propriétaire

Monsieur Ridha BAHLOUL

